

Confiance dans l'entreprise et réforme du marché du travail

(Texte non revu par l'auteur)

Intervention introductive demandée à Didier Paquot dans le cadre de la 10^{ème} édition des Jardins de Wallonie, intitulée *Docteur Jekyll and Mr Hyde : les deux Wallonies de 1996 à 2016. Enterrer le déclin ou en finir avec le redressement ?*

La situation actuelle n'est pas bonne. On peut trouver certains indicateurs positifs. C'est vrai qu'on se stabilise, un peu. Mais si on enlève le Brabant wallon qui est sauvé par Bruxelles, le Hainaut occidental qui est sauvé par la Flandre et par Lille, le Pays de Herve qui est sauvé par l'Allemagne, Eupen, etc, il reste au centre la grosse partie de la population qui vit dans un marasme complet avec des taux de chômage invraisemblables, une activité mal orientée, des gens sous-qualifiés. Le problème est extrêmement important. Il n'y a peut-être pas deux Wallonies mais en tout cas, il y a des métropoles, régions ou sous-régions qui sont sensées sortir la Wallonie et qui vont de plus en plus mal depuis dix ans. Depuis dix ans, Charleroi et Liège vont de plus en plus mal. Ce qui est aussi préoccupant, c'est que le premier *Contrat d'Avenir* date de 1999, le premier plan dont on nous a dit qu'il allait en principe aider la Wallonie à s'en sortir. C'était le premier plan d'envergure. Cela fait sept ans et sept ans, c'est long, c'est suffisant long pour voir des résultats. Mais aucun indicateur ne montre le moindre frémissement en Wallonie pour l'instant. Si on regarde dans d'autres régions, après sept ans, les résultats étaient là.

On peut continuer à comparer mais je voudrais insister sur deux points. On l'a dit mais ce qui est important, c'est que la vraie faiblesse de l'économie wallonne, c'est son secteur marchand, économique marchand et privé. Les statistiques le montrent. Nous avons une part de valeur ajoutée produite par le secteur privé marchand qui est nettement inférieure à celle de la Flandre, qui est nettement inférieure à celle de l'Europe. C'est là qu'il faut jouer. Et là, on arrive au problème de fond de la Wallonie. C'est que la grande partie du tissu social de la Wallonie (gouvernements, administration, l'enseignement...) se méfient de l'entreprise privée, se méfient de l'initiative privée, se méfient du secteur privé.

Vous me direz n'y a-t-il pas quelques raisons d'être méfiant ? Ce qui a fait la richesse de la Wallonie, c'est une entreprise privée très dynamique. Si elle n'est plus présente aujourd'hui, c'est parce que quand il y a eu des crises importantes, les pouvoirs publics en Wallonie ont fait le choix de privilégier les secteurs publics plutôt que de privilégier le secteur privé. C'est le départ. Des options ont été prises qui ont eu pour effet d'éviction par le secteur public du secteur privé. Il faut quand même rappeler que le secteur privé reste encore le meilleur atout en Wallonie. Il crée encore 600.000 emplois. Il continue à être la source de richesse pour l'instant de la Wallonie. Est-il insuffisant ? Il y a deux solutions. On peut dire qu'il est insuffisant parce que ce sont des incapables et donc que c'est secteur public qui doit le remplacer avec les effets que cela a donnés dans notre région sur les trente dernières années. Ou on peut dire : aidons ce secteur privé, faisons-lui confiance et essayons qu'il se développe un peu plus. C'est la seule solution qu'il nous reste.

Deuxième point important, c'est le marché du travail. Nous avons un marché du travail inefficace en Wallonie. Tous les pays qui s'en sont sortis, toutes les régions qui ont connu

des croissances importantes, qui sont sortis du chômage, c'est par une réforme du marché du travail. Cette réforme du marché du travail n'est pas essentiellement régionale, elle est essentiellement fédérale. Ce sont tous les pièges à l'emploi, le problème des charges sur le travail. Elle est aussi en partie régionale, c'est l'accompagnement des chômeurs, c'est la formation, etc. Nous sommes, pour l'instant, en Wallonie, dans une sorte de double mâchoire. Les coûts du travail sont trop importants pour engager et les salaires nets sont trop bas pour inciter les gens à travailler. Tant que nous ne sortirons pas de ce double problème qui écrase notre marché du travail, nous n'en sortirons pas non plus. Quand nous connaissons une croissance importante, nous ne créons pas d'emploi et quand nous connaissons une décroissance, un ralentissement, nous perdons plus d'emplois. La raison est que, quand il y a une croissance, les entreprises hésitent à employer, hésitent à recruter. Elles hésitent parce que le coût du travail est trop important, parce que les motivations ne sont pas là et parce qu'il y a des difficultés aussi de souplesse du travail. Elles hésitent à engager, préfèrent les heures supplémentaires, elles préfèrent même refuser du travail; elles préfèrent l'étaler plutôt qu'engager des gens. Et quand elles veulent engager des gens, elles ont des difficultés à engager parce que les formations ne sont pas là, etc. Et de l'autre côté, quand des emplois sont susceptibles d'être créés, les gens hésitent à le prendre parce que les salaires nets sont tout à fait insuffisants et que les pertes d'avantages, les difficultés que cela comporte, sont importantes. Il faut prendre à bras le corps ces problèmes-là, pour permettre aux entreprises de sept ou huit personnes - ce qui va créer de l'emploi, ce ne sont pas des grandes entreprises, ce ne sont pas les grands industriels – de créer deux ou trois emplois au moment où la reprise est là. C'est cela qui va faire que la mécanique va se remettre en marche. Aujourd'hui, nous sommes incapables de le faire parce que le marché du travail est inefficace et donc, nous devons, via le fédéral - nous n'utilisons pas assez le fédéral - arriver à une réforme du travail qui soit suffisamment efficace pour que, au moment où les croissances reprennent, nous engagions des gens.